

Délibération n° 2019-04-03/12

Objet : Reprise sur provision pour risque : recours en responsabilité auprès du Tribunal Administratif Commune de Pérols / Centre Départemental de Gestion de l'Hérault

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 3 AVRIL 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le trois avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 28 mars 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : B. Conte Arranz

Présents : J.P Rico, Maire

M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek
C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers - P. Nivesse - O. Boudet
B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - C. Prost - S. Waselynck – I. Gianiel

Absents ayant voté par procuration : A. Conesa excusé pouvoir à F. Boyer ; A. Jamet excusé pouvoir à S. Waselynck.

Absents : G. Riguidel - A. Estève - B. Cosme

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique rapporte :

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment son article R 2321-3,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux Communes,

Considérant que le provisionnement constitue l'une des applications du régime de prudence contenu dans l'instruction budgétaire et comptable applicable aux Communes,

Considérant qu'il s'agit d'une technique comptable qui permet de constater une dépréciation, un risque ou l'étalement d'une charge,

L'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 a modifié à compter du 1er janvier 2006, le régime des provisions prévu dans l'instruction comptable. Cette réforme a eu pour objectif de simplifier le régime des provisions en proposant une refonte du système basé sur une approche plus réaliste du risque.

La collectivité provisionne en fonction du risque financier encouru estimé, la constitution d'une provision étant obligatoire dès que le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'informations communiqués par le comptable public.

En application de l'article R. 2321-3 du Code général des collectivités territoriales, les conditions de constitution, de reprise et, le cas échéant, de répartition et d'ajustement de la provision sont fixées par délibération.

Considérant le jugement du tribunal administratif en date du 7 décembre 2018, relatif à la demande de la collectivité :

- d'annuler le titre exécutoire n° 427 émis le 18 août 2016 par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault d'un montant de 21 014,91 euros pour la prise en charge de la rémunération de Monsieur X. au titre du premier semestre 2016 ;
- de la décharger de l'obligation de paiement de cette somme ;

La requête de la commune de Pérols est rejetée et l'affaire est transmise en appel devant la cour administrative d'appel de Marseille.

Il convient, en attendant ce jugement d'appel, de régulariser les sommes dues au titre des salaires du 1^{er} semestre 2016 (21 014,91 €) et la somme de 1 500,00 € au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, telle que définie dans le jugement.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser monsieur le Maire à signer les documents comptables justifiant de la reprise partielle sur provision établie le 21 décembre 2016 pour ce risque contentieux.
- Dire que cette écriture fera l'objet d'une décision modificative n° 1.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité (26 voix pour).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 3 avril 2019
Le Maire
Jean-Pierre RICO

